

Le Sénat transmet un message à la Chambre pour l'informer qu'il accepte que le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, nommé pour enquêter et faire rapport sur les problèmes du crédit au consommateur et du coût de la vie, soit également chargé d'enquêter et de faire rapport sur les tendances du coût de la vie au Canada et sur les facteurs qui peuvent avoir contribué aux changements du coût de la vie au Canada ces derniers mois.

Le Sénat transmet un message à la Chambre pour l'informer que les noms des honorables sénateurs Carter, McDonald et O'Leary (Antigonish-Guysborough) ont été substitués à ceux des honorables sénateurs Gershaw, Irvine et Smith (Queens-Shelburne) sur la liste des sénateurs faisant partie du comité mixte sur le crédit au consommateur et le coût de la vie.

M. Pearson, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,— Copie (en français et en anglais) du rapport de la Commission d'enquête sur certaines questions relatives à la dénommée Gerda Munsinger, septembre 1966 (Commissaire: l'honorable juge Wishart Flett Spence).

En conformité de l'article 39(4) du Règlement, les neuf questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 1465—*M. Scott* (Danforth)

1. Le gouvernement ou certains de ses organismes ont-ils reçu des protestations de fabricants d'automobiles, ou de quelque autre personne en leur nom, au sujet de la question des prescriptions de sécurité relatives aux véhicules automobiles?

2. Dans le cas de l'affirmative a) combien de ministères gouvernementaux ont reçu des protestations et quels étaient les noms de ces ministères, b) qui a fait de telles protestations et, d'une manière assez détaillée, quelles étaient la forme et la substance de ces protestations faites par écrit ou verbalement, y compris l'identité des personnes qui les ont faites, c) d'une manière assez détaillée, quelle était la nature de la réponse du gouvernement à ces protestations, s'il en a fait une?

N° 1487—*M. Caouette*

1. Quelles sont les sociétés de la Couronne ou autres organismes du gouvernement dont une partie ou la totalité des employés ne sont pas soumises à la Loi du service civil?

2. Quelle est la politique générale de chacune de ces sociétés ou organismes gouvernementaux, en ce qui concerne le droit de leurs employés de participer à des activités politiques quelconques?

3. Quelles dispositions de la loi ou quels règlements s'appliquent à cet égard à chacune de ces sociétés ou organismes?

4. Dans chaque cas, quelles sanctions sont prévues pour les employés qui négligent de se soumettre à ces règlements?

5. Dans chaque cas, combien de fois, a) ces sanctions ont-elles été appliquées, b) combien de cas ont été jugés?

N° 1712—*M. Irvine*

Quel a été le coût total, par ministère ou organisme de l'État, des fournitures, services et matériel de toutes sortes qu'ils ont achetés à des entreprises commerciales ou à des particuliers de la ville de London au cours de chacune des années 1963, 1964 et 1965?